



**PRÉFET  
DU PUY-DE-  
DÔME**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**dossier n° PC 063 003 24 A0021**

date de dépôt : 27 août 2024

demandeur : RESEAU TRANSPORT ELECTRICITE,  
représenté par Monsieur MONNERY Patrice

pour : Extension du poste électrique

adresse terrain : 8 CHEM du soldat, à Ambert  
(63600)

Préfet de Puy-de-Dôme

**ARRÊTÉ  
accordant un permis de construire  
au nom de l'État**

**Le préfet de Puy-de-Dôme,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu la demande de permis de construire présentée le 27 août 2024 par RESEAU TRANSPORT ELECTRICITE, représenté par MONNERY Patrice demeurant 6 ZAC Kde Gesvrine 6 rue Kepler, La Chapelle-sur-Erdre (44240);

Vu l'objet de la demande :

- pour l'extension du poste électrique ;
- sur un terrain situé 8 CHEM du soldat, à Ambert (63600) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 11/03/2021 et notamment le règlement de la zone Ap ;  
Vu l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à monsieur Guilhem BRUN, directeur départemental des territoires du Puy-de-Dôme, du 26/09/2023 ;

Vu l'arrêté préfectoral portant subdélégation de signature de monsieur Guilhem BRUN, directeur départemental des territoires du Puy-de-Dôme, à certains collaborateurs du 19/06/2024 ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale en date du 22/05/2024 précisant que le projet n'est pas soumis à une étude environnementale ;

Vu l'avis favorable du maire en date du 05/09/2024 ;

**ARRÊTE**

**Article 1**

Le permis de construire est ACCORDÉ.

Fait à Clermont-Ferrand, le 4/10/2024

Pour le préfet et par délégation,  
pour le directeur départemental des territoires et par délégation,  
le chef du service prospective, aménagement, risques,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.